

Pas de finance verte sans économie verte

La durabilité est l'affaire de tous. Par Grégoire Bordier



Les reproches d'écoblanchiment se multiplient ces derniers temps. Après avoir ciblé les deux plus grandes banques et même la Banque nationale suisse, les activistes ont joué les clients mystère en quête de produits verts, et ils ont été déçus. Cela s'explique.

Il n'existe pas encore de définition uniforme de ce qu'est un produit vert. Les 1520 milliards d'actifs durables recensés à fin 2020 par Swiss Sustainable Finance reposent sur plusieurs approches, qui peuvent être combinées.

Parmi celles-ci, l'intégration de critères de durabilité pour sélectionner les titres, le dialogue avec les entreprises et l'exclusion de certains secteurs d'activité restent les plus utilisées. Il est donc possible que soit inclus un titre que certains jugeront «polluant», mais qui l'est moins que ses concurrents ou qui s'engage pour rendre ses activités moins polluantes.

Les activistes cherchaient aussi sans doute des entreprises qui avaient un impact positif sur la société ou l'environnement; cette approche est celle qui a connu la croissance la plus forte en 2020 (+70%), mais elle ne représente encore que 6% des actifs, car l'impact positif doit venir des entreprises elles-mêmes.

C'est pourquoi le Conseil fédéral prévoit d'exiger des grandes entreprises suisses qu'elles publient un rapport qui montre les effets de leurs activités sur le climat ou l'environnement, de façon comparable. La durabilité est en effet l'affaire de tous. Une récente étude de l'Association suisse des banquiers et du Boston Consulting Group montre où il faut investir en Suisse pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre. Cela concerne surtout la rénovation des bâtiments et le renouvellement des véhicules. Les banques peuvent financer ces dépenses, mais elles doivent être décidées par chaque individu, chaque entreprise.

La publication des risques liés au climat dans l'économie réelle est un préalable indispensable pour que les banques et leurs clients puissent prendre ces risques en compte de manière appropriée. Et puisque l'on sait que le remplacement des énergies fossiles par des énergies renouvelables exigera de nombreuses dépenses financées par l'emprunt, le Parlement devrait adopter rapidement la réforme de l'impôt anticipé, pour que ces emprunts puissent être émis en Suisse tout en restant attractifs pour les investisseurs internationaux.